

No part of this product may be reproduced in any form or by any electronic or mechanical means, including information storage and retrieval systems, without written permission from the IB.

Additionally, the license tied with this product prohibits commercial use of any selected files or extracts from this product. Use by third parties, including but not limited to publishers, private teachers, tutoring or study services, preparatory schools, vendors operating curriculum mapping services or teacher resource digital platforms and app developers, is not permitted and is subject to the IB's prior written consent via a license. More information on how to request a license can be obtained from <http://www.ibo.org/contact-the-ib/media-inquiries/for-publishers/guidance-for-third-party-publishers-and-providers/how-to-apply-for-a-license>.

Aucune partie de ce produit ne peut être reproduite sous quelque forme ni par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris des systèmes de stockage et de récupération d'informations, sans l'autorisation écrite de l'IB.

De plus, la licence associée à ce produit interdit toute utilisation commerciale de tout fichier ou extrait sélectionné dans ce produit. L'utilisation par des tiers, y compris, sans toutefois s'y limiter, des éditeurs, des professeurs particuliers, des services de tutorat ou d'aide aux études, des établissements de préparation à l'enseignement supérieur, des fournisseurs de services de planification des programmes d'études, des gestionnaires de plateformes pédagogiques en ligne, et des développeurs d'applications, n'est pas autorisée et est soumise au consentement écrit préalable de l'IB par l'intermédiaire d'une licence. Pour plus d'informations sur la procédure à suivre pour demander une licence, rendez-vous à l'adresse <http://www.ibo.org/fr/contact-the-ib/media-inquiries/for-publishers/guidance-for-third-party-publishers-and-providers/how-to-apply-for-a-license>.

No se podrá reproducir ninguna parte de este producto de ninguna forma ni por ningún medio electrónico o mecánico, incluidos los sistemas de almacenamiento y recuperación de información, sin que medie la autorización escrita del IB.

Además, la licencia vinculada a este producto prohíbe el uso con fines comerciales de todo archivo o fragmento seleccionado de este producto. El uso por parte de terceros —lo que incluye, a título enunciativo, editoriales, profesores particulares, servicios de apoyo académico o ayuda para el estudio, colegios preparatorios, desarrolladores de aplicaciones y entidades que presten servicios de planificación curricular u ofrezcan recursos para docentes mediante plataformas digitales— no está permitido y estará sujeto al otorgamiento previo de una licencia escrita por parte del IB. En este enlace encontrará más información sobre cómo solicitar una licencia: <http://www.ibo.org/es/contact-the-ib/media-inquiries/for-publishers/guidance-for-third-party-publishers-and-providers/how-to-apply-for-a-license>.

**Économie**  
**Niveau supérieur**  
**Épreuve 2**

Jeudi 16 mai 2019 (matin)

1 heure 30 minutes

---

**Instructions destinées aux candidats**

- N'ouvrez pas cette épreuve avant d'y être autorisé(e).
- Aucune calculatrice n'est autorisée pour cette épreuve.
- Section A : répondez à une question.
- Section B : répondez à une question.
- Utilisez des diagrammes entièrement légendés et des références au texte / aux données lorsque cela est approprié.
- Le nombre maximum de points pour cette épreuve d'examen est de **[40 points]**.

## Section A

Répondez à **une** question de cette section.

1. Étudiez l'extrait ci-dessous et répondez aux questions qui suivent.

### Les tarifs douaniers du Canada sur les plaques de plâtre vont continuer

- ❶ Les tarifs douaniers canadiens imposés récemment sur les importations de plaques de plâtre ont fait grimper le coût de la construction d'une nouvelle maison de milliers de dollars canadiens (CAD) au cours des quatre derniers mois. La plaque de plâtre est une section de mur préfabriquée, qui est utilisée dans l'industrie de la construction de maisons. Le doute sur le maintien des tarifs douaniers est à l'origine de l'incertitude pesant sur les sociétés de construction, les fabricants de plaques de plâtre et les propriétaires de maisons.
- ❷ Pour le moment, la hausse des prix continuera à la suite d'une décision prise par le Tribunal Canadien du Commerce Extérieur (TCCE) cette semaine. Le tribunal a conclu que les entreprises américaines avaient pratiqué le **dumping** des plaques de plâtre dans l'ouest du Canada au cours des dernières années, ce qui portait atteinte aux intérêts de l'industrie canadienne des plaques de plâtre.
- ❸ La décision mettra fin aux tarifs douaniers préliminaires, allant jusqu'à 276 %, imposés par le Canada sur les importations de plaques de plâtre provenant des États-Unis. Cependant, ils seront remplacés par des tarifs douaniers variables permanents qui seraient imposés sur des importations de plaques de plâtre dont les prix tombent en deçà des prix minima déterminés par le TCCE.
- ❹ « Le tarif douanier préliminaire a été très préjudiciable à la construction de maisons », a déclaré un porte-parole de l'industrie du bâtiment. « Pas seulement aux habitations, mais aux hôpitaux, aux immeubles commerciaux, en fait, à toute nouvelle construction, » a-t-il dit. « C'est un coût que quelqu'un devait payer. Ceci a réduit les profits des constructeurs de maisons. » On a estimé que la forte augmentation immédiate des **coûts variables**, après l'imposition du tarif douanier préliminaire, a donné lieu à un supplément de coût de la construction de certaines maisons, de 3000 CAD à 5000 CAD.
- ❺ Les tarifs douaniers préliminaires étaient établis après une plainte pour dumping par CertainTeed Gypsum Canada (CTGC), le dernier fabricant de plaques de plâtre dans l'ouest du Canada. CTGC a trois principaux sites de production et deux carrières de gypse. Le gypse est une composante majeure de la plaque de plâtre.
- ❻ Un porte-parole de CTGC avait déjà dit que ses usines et carrières pourraient être fermées, au prix de 200 emplois, si le dumping de plaques de plâtre des États-Unis continuait. Cependant, depuis que les tarifs douaniers préliminaires ont été imposés, l'entreprise a annoncé qu'elle a embauché 30 nouveaux employés.

(Suite de la question à la page suivante)

(Suite de la question 1)

- 7 Dans un rapport distinct, le TCCE a conclu que les tarifs douaniers préliminaires avaient « réduit considérablement la concurrence » dans l'ouest du Canada, au détriment des constructeurs de maisons. En réponse, les partisans du tarif douanier avaient suggéré que les recettes provenant des tarifs douaniers auraient pu être utilisées pour aider les régions qui ont perdu un grand nombre de maisons et d'autres structures dans des incendies de forêt dévastateurs.

[Source: adapté de *Drywall tariffs will continue* (Les tarifs douaniers sur les plaques de plâtre continueront), [www.kamloopsthisweek.com](http://www.kamloopsthisweek.com), 5 janvier 2017]

- (a) (i) Définissez le terme *dumping* indiqué en caractère gras dans le texte (paragraphe 2). [2]
- (ii) Définissez le terme *coûts variables* indiqué en caractère gras dans le texte (paragraphe 4). [2]
- (b) En utilisant un diagramme représentant les tarifs douaniers, expliquez l'effet des « tarifs douaniers préliminaires » sur les consommateurs de plaque de plâtre (paragraphe 3). [4]
- (c) En utilisant un diagramme de demande et d'offre, expliquez comment « l'imposition du tarif douanier préliminaire » peut avoir affecté le marché des nouvelles maisons construites au Canada (paragraphe 4). [4]
- (d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, évaluez l'effet du tarif douanier sur la plaque de plâtre sur les différentes parties prenantes. [8]

Tournez la page

2. Étudiez l'extrait ci-dessous et répondez aux questions qui suivent.

**Le déficit du compte des transactions courantes constitue un défi pour l'économie du Pakistan**

- ❶ Le président du Pakistan a exprimé sa préoccupation face à l'augmentation significative du déficit du compte des transactions courantes du Pakistan. Le déficit du compte des transactions courantes a atteint 12,12 milliards de USD dans l'année budgétaire de 2016/17, par opposition au montant de 4,86 milliards de USD en 2015/16. Le déficit a été causé par la hausse des importations et la baisse des exportations. L'augmentation du déficit du compte des transactions courantes peut entraîner le Pakistan à devoir demander un nouveau prêt du Fonds Monétaire International (FMI) pour financer le déficit. Pour éviter cela, le président propose de réduire l'importation d'articles de luxe non essentiels.
- ❷ Le gouverneur de la **banque centrale** du Pakistan a souscrit à la préoccupation du président. Il a déclaré que « l'augmentation rapide du déficit du compte des transactions courantes est le plus grand défi auquel l'économie du pays fait face. » Il a reconnu que le problème s'aggrave à cause de l'achat de beaucoup d'importations non essentielles, ce qui nécessite des emprunts à l'étranger. Cependant, il a souligné que, bien que la hausse des importations non essentielles soit un problème, « 32 % des importations sont des biens d'équipement » et sont nécessaires à la poursuite de la croissance des petites et moyennes entreprises (PME), de l'agriculture, du logement et de la construction.
- ❸ Les conseillers de la banque centrale ont aussi recommandé la dépréciation de la roupie (devise du Pakistan) pour réduire le déficit commercial. La valeur de la roupie est actuellement contrôlée grâce à un système de taux de change administré. On a suggéré que la roupie était surévaluée de 20 %. Cependant, le gouverneur de la banque centrale affirme qu'une « dépréciation de la monnaie a un certain nombre d'effets négatifs ».
- ❹ En 2016, la croissance économique du Pakistan a atteint 5,3 %, son niveau le plus élevé depuis 10 ans. Le gouvernement a estimé que la croissance serait de 6 % en 2017. Selon le gouverneur de la banque centrale, des prêts aux PME ne constituent actuellement que 7 à 8 % de tous les prêts aux entreprises du Pakistan. Il croit que, si les prêts aux PME étaient augmentés de 15 à 17 % de tous les prêts aux entreprises du Pakistan, il y aurait une croissance économique encore plus élevée.
- ❺ En même temps que le déficit du compte des transactions courantes, la **politique budgétaire** a également entraîné un déficit budgétaire significatif. Le déficit budgétaire a augmenté en 2016, provoquant une plus grande dette publique. La banque centrale recommande que la dette publique soit limitée à 60 % du produit intérieur brut (PIB).

[Source: adapté de *Current account deficit may lead to IMF loan: FPCCI chairperson*, <https://www.thenews.com.pk/print/226102-Current-account-deficit-may-lead-to-IMF-loan-FPCCI-chairperson> and *Current account deficit poses biggest challenge to economy: SBP*, <https://www.thenews.com.pk/print/225481-Current-account-deficit-poses-biggest-challenge-to-economy-SBP>. Droits d'auteur © The News International, Karachi, Pakistan.]

(Suite de la question à la page suivante)

**(Suite de la question 2)**

- (a) (i) Énumérez **deux** fonctions de la banque centrale (paragraphe ②). [2]
- (ii) Définissez le terme *politique budgétaire* indiqué en caractère gras dans le texte (paragraphe ⑤). [2]
- (b) En utilisant un diagramme du taux de change, expliquez comment la banque centrale peut déprécier la valeur de la roupie (paragraphe ③). [4]
- (c) Expliquez la différence entre un déficit du compte des transactions courantes et un déficit budgétaire (paragraphe ⑤). [4]
- (d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, discutez les effets d'un déficit du compte des transactions courantes croissant sur l'économie du Pakistan. [8]

## Section B

Répondez à **une** question de cette section.

3. Étudiez l'extrait ci-dessous et répondez aux questions qui suivent.

### La présence croissante de la Chine en Bolivie

- ❶ Entre 2000 et 2014, le commerce bilatéral annuel entre la Chine et la Bolivie a augmenté de façon spectaculaire de 75,3 millions de USD à 2,25 milliards de USD. La Chine est devenue le cinquième marché le plus important pour les exportations boliviennes, lesquelles se composent principalement de matières premières telles que les minéraux, les hydrocarbures, le bois et le soja.
- ❷ En même temps, la Chine est devenue la principale source d'importation de la Bolivie. Maintenant, la Chine fournit la moitié des vêtements, des voitures, des motos, des téléphones cellulaires, des ordinateurs et des autres appareils électroniques de la Bolivie. Les dépenses de la Bolivie en importations chinoises dépassent sensiblement les recettes provenant des exportations vers la Chine. Depuis 2014, la Bolivie a connu d'importants déficits du compte des transactions courantes avec la Chine.
- ❸ Au cours des dernières années, le gouvernement bolivien a souscrit à des prêts des banques chinoises pour soutenir l'achat des importations de biens et services de Chine, ainsi que les routes, les ponts, les chemins de fer, les centrales hydroélectriques et les installations minières construits par les Chinois. En 2015, le gouvernement bolivien devait plus de 600 millions de USD aux banques chinoises.
- ❹ Le gouvernement socialiste de la Bolivie veut mettre en œuvre un ambitieux plan quinquennal de développement national de 2016 à 2020. Face à la baisse marquée des revenus d'exportation et des prix des matières premières, la Bolivie comptera de plus en plus sur des capitaux étrangers pour financer ses projets.
- ❺ Tous les projets financés par des prêts chinois doivent être attribués aux entreprises chinoises, qui viennent avec leurs propres matériels, équipements et technologies, et souvent avec leur propre main d'œuvre. Les nouveaux prêts seront une combinaison de **taux d'intérêt** commerciaux —entre 2,5 % et 4 %— et de taux d'intérêt favorables, jusqu'à 1 %. Le gouvernement bolivien s'attend à être en mesure de rembourser les prêts par la poursuite de la croissance de l'économie.
- ❻ L'investissement direct étranger (IDE) de la Chine est principalement destiné au développement de l'énergie et des infrastructures. Les entreprises chinoises sont actuellement impliquées dans de grands projets de construction de routes, de centrales hydroélectriques, d'expansion des aéroports et de construction d'une usine de production d'acier. Ces projets ont créé des problèmes pour les communautés locales en termes de contamination de l'eau et de surexploitation des ressources rares d'eau de la Bolivie.

(Suite de la question à la page suivante)

(Suite de la question 3)

- 7 Cette stratégie d'IDE génère des profits pour les entreprises chinoises à court terme, au fur et à mesure qu'elles construisent et améliorent l'infrastructure. Puisque la Bolivie est un pays riche en ressources, les entreprises chinoises seront à la recherche d'investissements dans les projets miniers rentables dans le futur, une fois que l'infrastructure est mise en place.

[Source: adapté de *Financial sovereignty or a new dependency? How China is remaking Bolivia*, <http://nacla.org/blog/2017/08/11/financial-sovereignty-or-new-dependency-how-china-remaking-bolivia>, 10 août 2017 (cet article a été publié à l'origine par NACLA); et de Trading Economics, *Bolivia Current Account*, <https://tradingeconomics.com/bolivia/current-account> (consulté le 9 octobre 2017)]

- (a) (i) Définissez le terme *taux d'intérêt* indiqué en caractère gras dans le texte (paragraphe ⑤). [2]
- (ii) Décrivez la nature de l'investissement direct étranger (paragraphe ⑥). [2]
- (b) En utilisant des informations du texte, expliquez **deux** raisons pour lesquelles les sociétés multinationales chinoises investissent en Bolivie. [4]
- (c) En utilisant un diagramme représentant les externalités, expliquez comment les projets d'infrastructure chinois ont provoqué des externalités négatives (paragraphe ⑤). [4]
- (d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, discutez des effets possibles de l'implication chinoise dans la croissance économique et le développement de l'économie bolivienne. [8]



4. Étudiez l'extrait ci-dessous et répondez aux questions qui suivent.

**Les rapports de la Banque Mondiale sur la croissance économique du Kenya**

- ❶ Le récent aperçu de la Banque Mondiale sur le Kenya a donné une évaluation positive des perspectives de croissance du Kenya, fondées sur des facteurs nationaux et internationaux. Le Kenya, nation d'Afrique de l'est, a une population d'environ 46,1 millions d'habitants, qui augmente d'environ un million par an. La Banque Mondiale prévoit une croissance économique de 5,9 % en 2016, laquelle augmentera à 6 % en 2017. Ces perspectives positives sont basées sur le maintien des bas prix du pétrole, la croissance du secteur agricole, une politique monétaire expansionniste et les investissements en infrastructures en cours.
- ❷ La Banque Mondiale a identifié d'autres facteurs clés contribuant à la croissance à court terme. Il s'agit notamment d'un secteur des services en expansion, d'une augmentation de la construction, de la stabilité de la monnaie, d'une inflation faible, d'une croissance de la classe moyenne et des revenus, d'une augmentation subite des envois de fonds (envoyés par un travailleur étranger vers son pays) et de l'augmentation des **investissements** publics dans l'énergie et les transports.
- ❸ Le tourisme, le secteur de l'information et des communications et l'administration publique sont parmi les secteurs qui ont enregistré la plus forte croissance. L'inflation a été en moyenne de 6,3 %, ce qui est dans la fourchette cible de la banque centrale.
- ❹ La Banque Mondiale a également prévu que, des 82 pays étudiés, le Kenya aurait la plus forte croissance à long terme et que son produit intérieur brut (PIB) réel de 2050 devrait être sept fois plus grand qu'il n'est aujourd'hui. La croissance démographique rapide, une légère amélioration de l'environnement des entreprises, l'urbanisation et la croissance rapide des pays voisins sont autant de facteurs qui contribuent à la prédiction positive.
- ❺ Bien que l'économie du Kenya crée actuellement plus d'emplois que dans le passé, ceux-ci sont principalement dans le secteur des services informels et sont des emplois à faible **productivité**. 9 millions de jeunes vont rejoindre le marché du travail au cours des 10 prochaines années. Compte tenu de la rareté des emplois dans le secteur formel, ces jeunes continueront à trouver des emplois dans le secteur informel. Ces emplois se trouvent généralement dans de très petites entreprises, souvent familiales.
- ❻ La Banque Mondiale indique qu'il faut accroître la productivité des emplois dans le secteur informel. Elle dit que cela pourrait être réalisé en augmentant les compétences professionnelles grâce à des programmes de formation, la communication et l'apprentissage entre les entreprises formelles et informelles, et en aidant les petites entreprises à devenir des fournisseurs des entreprises du secteur formel. Pour créer davantage d'emplois plus qualifiés, il est également essentiel de réduire le coût de faire des affaires.

(Suite de la question à la page suivante)

(Suite de la question 4)

- ⑦ Selon la Banque Mondiale, le Kenya a fait d'importantes réformes structurelles et économiques, lesquelles ont contribué à une croissance économique soutenue dans la dernière décennie. Cependant, la croissance économique n'est pas toujours synonyme de développement économique. Les principaux défis de développement auxquels le Kenya fait face sont la pauvreté, les inégalités, le changement climatique, la baisse des prix des matières premières et la vulnérabilité de l'économie aux chocs internes et externes.

[Source: adapté de The World Bank Country Overview, <http://www.worldbank.org/en/country/kenya/overview>, 7 mars 2017; Kenya in 2050, The Economist Intelligence Unit, [https://www.eiu.com/public/topical\\_report.aspx?campaignid=ForecastingTo2050](https://www.eiu.com/public/topical_report.aspx?campaignid=ForecastingTo2050), 13 juillet 2017, données utilisées avec la permission de The Economist Intelligence Unit; et World Bank economic updates, Kenya's Economy Strong in a Challenging Global Environment, <http://www.worldbank.org/en/country/kenya/publication/kenya-economic-update-economy-strong-challenging-global-environment>, mars 2016. The Economist Intelligence unit and the World Bank take no responsibility for translations from the original English versions; the International Baccalaureate Organization takes responsibility for these translations.]

- (a) (i) Définissez le terme *investissement* indiqué en caractère gras dans le texte (paragraphe ②). [2]
- (ii) Définissez le terme *productivité* indiqué en caractère gras dans le texte (paragraphe ⑤). [2]
- (b) En utilisant d'un diagramme DG/OG (demande globale / offre globale), expliquez comment la politique monétaire expansionniste pourrait conduire à la croissance économique (paragraphe ①). [4]
- (c) Expliquez la différence entre la croissance économique et le développement économique (paragraphe ⑦). [4]
- (d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, discutez la mesure dans laquelle la poursuite de la croissance économique peut conduire au développement économique du Kenya. [8]